

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
REGION FES-MEKNES

L'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRE DE PRIX N° : 26/RFM/2018
du 13/07/2018 à 10 heures

**TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES VOIES A
LA COMMUNE D'AGOURAI - PROVINCE D'EL HAJEB-**

**Cahier des Prescriptions Spéciales
(C.P.S)**

SOMMAIRE

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES	6
ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ	6
ARTICLE 2 : MODE ET PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHÉ	6
ARTICLE 3 : CONSISTANCE ET DESCRIPTION DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	6
ARTICLE 5 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	7
ARTICLE 6 : VALIDITE DU MARCHÉ	8
ARTICLE 7 : DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX - PENALITES POUR RETARD	8
ARTICLE 8 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ	8
ARTICLE 9 : CAUTIONNEMENTS - RETENUE DE GARANTIE	9
ARTICLE 10 : RECRUTEMENT ET PAIEMENT DES OUVRIERS	9
ARTICLE 11 : MESURE DE SECURITE ET D'HYGIENE	9
ARTICLE 12 : ASSURANCE	9
ARTICLE 13 : RECEPTION PROVISOIRE - RECEPTION DEFINITIVE	10
ARTICLE 14 : DELAI DE GARANTIE	10
ARTICLE 15 : DROITS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT	10
ARTICLE 16 : ELECTION DE DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR	10
ARTICLE 17 : NORMES	11
ARTICLE 18 : BREVETS	11
ARTICLE 19 : UTILISATION DES DOCUMENTS CONTRACTUELS ET DIFFUSION DES RENSEIGNEMENTS	11
ARTICLE 20 : DOCUMENTATION SUR LES CONDITIONS DE REALISATION DES TRAVAUX	11
ARTICLE 21 : SOUS-TRAITANCE	11
ARTICLE 22 : MODALITES DE REGLEMENT	12
ARTICLE 23 : REGLEMENT DES SOMMES DUES	12
ARTICLE 24 : RESILIATION	12
ARTICLE 25 : NANTISSEMENT	12
ARTICLE 26 : CONTESTATIONS - LITIGES	12
ARTICLE 27 : OBLIGATIONS DIVERSES DE L'ENTREPRENEUR	13
ARTICLE 28 : PROVENANCE DES MATERIAUX	13
ARTICLE 29 : PLANS DE RECOLEMENT	13
ARTICLE 30 : INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER	14
ARTICLE 31 : ESSAIS DE MATERIAUX ET MATERIELS	14
ARTICLE 32 : CAS DE FORCE MAJEURE	14
ARTICLE 33 : CHANGEMENT DANS LA MASSE DES TRAVAUX	14
ARTICLE 34 : NETTOYAGE DU CHANTIER	14
ARTICLE 35 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	15
ARTICLE 36 : REVISION DES PRIX	15
ARTICLE 37 : ALBUM PHOTOS	15
ARTICLE 38 : ETUDES & FRAIS DIVERS	15
ARTICLE 39 : COMMUNICATIONS	15
CHAPITRE II : MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	17
ARTICLE 40: CONSISTANCE DES TRAVAUX ET DESCRIPTION DES TRAVAUX	17
ARTICLE 41: DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR	19
ARTICLE 42: MEMOIRE TECHNIQUE	19
CHAPITRE III : PROVENANCE, QUALITE ET PREPARATION DES MATERIAUX.....	22
ARTICLE 43 : PROVENANCE DES MATERIAUX	22
ARTICLE 44 : FOURNITURE DE LIANTS HYDROCARBONES	22
ARTICLE 45 : STOCKAGE DE MATERIAUX	22
ARTICLE 46 : QUALITE DES MATERIAUX	23
ARTICLE 47 : MATERIAUX ET ACCESSOIRES DIVERS	24
ARTICLE 48 : CONTROLE DE LA QUALITE DES MATERIAUX	24
CHAPITRE IV : MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX	25
ARTICLE 49 : OUVRAGES PROVISOIRES	25
ARTICLE 50 : INSTALLATION DE CHANTIER	25
ARTICLE 51 : CONTROLE DES TRAVAUX	26
ARTICLE 52 : REUNIONS DE CHANTIER	27
ARTICLE 53 : REGLEMENT DES TRAVAUX	27

CHAPITRE V : MODE D’EVALUATION DES TRAVAUX.....	28
CHAPITRE VI : BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF	34

=====

TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES VOIES A
LA COMMUNE D'AGOURAI - PROVINCE D'EL HAJEB-

=====

MARCHE N° :/2018.

Passé en application des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n° 2.12.349 du 8 jourada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur le président du conseil régional de la région de FES-MEKNES, agissant au nom et pour le compte du conseil régional de la région de FES-MEKNES, désignée ci-après indifféremment par le maitre d'ouvrage ou l'administration.

D'UNE PART

ET :

1. Cas d'une personne morale

M.....qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....

en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social.....

Patente n°

Registre de commerce deSous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions).....

.....ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « **Entrepreneur** ».

D'autre part

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

2. Cas de personne physique

M.

Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce deSous le n°

Patente n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n°(RIB sur 24 positions)..... ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « **Entrepreneur** ».

D'autre part

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

3. Cas d'un groupement

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention(les références de la convention)..... :

- **Membre 1 :**

M.qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de commerce deSous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions)ouvert auprès de.....

- **Membre 2 :**

(Servir les renseignements le concernant)

-

-

- **Membre n :**

-

-

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant

M..... (prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun sous n° (RIB sur 24 positions)..... ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « **Entrepreneur** ».

D'AUTRE PART

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

La supervision des travaux sera assurée par l'Agence Régionale d'Exécution des Projets de la région Fès-Meknès

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

Article 1 : Objet du Marché

Le présent marché a pour objet les **travaux D'AMÉNAGEMENT des VOIES A la commune d'Agourai - province d'el hajeb-**

Article 2 : Mode et procédure de passation du Marché

Marché passé par **appel d'offres ouvert sur offre des prix**, en application de l'article 16 alinéa 2 paragraphe 1 et l'article 17 alinéa 3 paragraphe 3 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

Article 3 : Consistance et description des prestations

Les prestations à exécuter au titre du présent marché feront l'objet d'un **lot unique** et consistent à réaliser :

1. Travaux de terrassement, construction chaussée et aménagement trottoir :

Voie concernée	Structure chaussée	Structure trottoir
Boulevard Tamchachate (en face dar Talib) vers Ecole Allal ben abdellah	20GNF2+20GNB+05EB	10GNF+10Dallage+Revêtement type Rev-sol (selon possibilité technique et indication du maitre d'ouvrage)
Boulevard Fida vers Quartier Administratif		
Boulevard Hassan II vers Quartier Ain Ichi 2 via (Collège Yaecoub Mansour)		
Quartier Lahcen vers Collège Yaâcoub Mansour		
Collège Yaâcoub Mansour vers Quartier Lahcen		
Mosquée Quartier Lahcen vers Quartier Hmimid		
Quartier Hmimid vers Quartier Ain Ichi 1		
Quartier Hmidou vers boulevard Mohamed V (via lotissement Hajar)		
Voie reliant boulevard Hassan II vers quartier Hmimid, rue Bahou		

2. Ouvrages d'assainissement, réservation pour éclairage public :

Ces travaux seront réalisés conformément aux plans et détails visé « Bon pour exécution », ils consistent en ce qui suit :

- Assainissement des eaux pluvial ;
- Réservation avec des fourreaux pour l'éclairage public ;

Il sera procédé à l'aménagement d'exutoires aux emplacements désignés par le maitre d'ouvrage ou son représentant.

Article 4 : Pièces constitutives du Marché

Les pièces constitutives du marché sont celles énumérées ci-après par ordre de priorité :

1. L'acte d'engagement ;

2. Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
3. Le bordereau des prix - détail estimatif ;
4. Le C.P.C. applicable aux travaux routiers courants du Ministère de l'Equipeement et édité par lui en vertu de l'arrêté n°451-83 du 06/12/82, tel qu'il a été modifié ou complété,
5. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés des travaux exécutés pour le compte de l'Etat, approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 6 chaabane 1437 (13 mai 2016)

Article 5 : Références aux textes généraux

Pour l'exécution du présent marché, l'entrepreneur reste soumis aux textes généraux suivants :

1. Dahir n°1-15-83 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015) portant promulgation de la loi organique n° 111-14 relative aux régions
2. Le Décret n°2-12-349 du 08 Joumada I, 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.
3. Le Décret n° 2.17.449 en date du 23 Novembre 2017 relatif à la comptabilité publique des régions et de leurs groupements ;
4. Le cahier des clauses administratives générales C.C.A.G.T. applicables au marché de travaux approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 6 Chaâbane 1437 (13/05/2016).
5. Décret n° 2-16-344 du 22-07-2016 fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques
6. Arrêté du Chef du Gouvernement n° 3-302 du 27 novembre 2015 fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics ;
7. Les textes officiels réglementant la main d'œuvre et les salaires
8. Dahir n°1-15-05 du 29 Rabii II 1436 (19/02/2015) portant promulgations de la loi n°112-13 relatif au nantissement des marches publics.
9. Le Dahir n° 1.85.347 du 10 Décembre 1986 portant promulgation de la loi 30.85 relative à la T.V.A.
10. Arrêté n° 1871-13 du 13-06-2013 fixant la rémunération relative à la remise des plans et documents techniques prévue par les articles 19 et 99 du décret n° 2-12-349 du 20-03-2013 relatif aux marchés publics.
11. La circulaire n° 75 IGSA du 22.01.82 relative à la réglementation et la législation du travail.
12. La circulaire du premier Ministre n° 397 CMB du 27 Moharrem 1401 (5 Décembre 1980) relatif aux assurances des risques situés au Maroc.
13. Arrêté n° 1872-13 du 13/06/2013 relatif à la publication des documents dans le portail des marchés publics.
14. Arrêté du ministre de l'intérieur n° 3576-13 du 10/12/2013 fixant le nombre et la qualité des membres du comité de suivi des marchés des régions, des préfectures, des provinces et des communes.
15. Arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur n° 1041-99 du 16 rabii I 1420 (30/06/1999) étendant au ministère de l'intérieur les dispositions du décret n° 2-94-223 du 6 moharrem 1415 (16 juin 1994) instituant pour le compte du ministère des travaux publics, de la formation professionnelle et de la formation des cadres, un système de qualification et de classification des entreprises de Bâtiment et de travaux publics. B.O. n° 4732 du 07/10/1999.
16. Arrêté n° 3011-13 du 30/10/2013 portant application de l'article 156 du décret relatif aux marchés publics.

Si les textes généraux prescrivent des clauses contradictoires, l'entrepreneur devra se conformer aux plus récents d'entre eux. L'entrepreneur attributaire du présent marché devra se procurer ces documents s'il ne les possède déjà et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci pour se dérober aux obligations qui y sont contenues.

Article 6 : Validité du marché

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par l'autorité compétente et sa notification au titulaire du marché

Article 7 : Délai d'exécution des travaux - Pénalités pour retard

Le délai d'exécution global du présent marché est fixé à **dix (10) Mois.**

En cas de non-respect par l'entrepreneur du délai d'exécution il lui sera appliqué une pénalité journalière de retard égale 1/1000 du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, par les avenants. Les pénalités sont cumulables et déduites d'office des sommes qui lui sont dues au titre du marché et en cas d'insuffisance sur son cautionnement sans préjudice des poursuites qui pourraient être engagées contre lui pour le recouvrement du reliquat des pénalités.

En application des dispositions du § 7 de l'article 65 du CCAG-T, le montant des pénalités est plafonné à **8%** du montant initial du marché éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux.

PENALITES PARTICULIERES :

En cas de retard dans la remise des plans de récolement, il sera appliqué les dispositions de l'article 66 du CCAGT, une pénalité particulière de (un millième) 1‰ par jour de retard du montant du marché éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus, sans pour autant dépasser un plafond de 2 % (deux pour cent) du montant initial du marché.

Ces sommes seront défalquées de la retenue de garantie.

Article 8 : Délai de notification de l'approbation du marché

Conformément à l'article 153 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013), le titulaire du marché ne sera libre de renoncer à son entreprise que si l'approbation de son marché ne lui est pas notifiée dans un délai de **soixante-quinze (75) Jours** à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis

Dans le cas où le délai de validité des offres est prorogé conformément au 2^{ème} alinéa de l'article 33 du décret sus indiqué, le délai d'approbation est majoré d'autant de jours acceptés par l'attributaire du marché.

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, l'attributaire est libéré de son engagement vis-à-vis du maître d'ouvrage. Dans ce cas, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Lorsque le maître d'ouvrage décide de demander à l'attributaire de proroger la validité de son offre, il doit, avant l'expiration du délai, lui proposer par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine, de maintenir son offre pour une période supplémentaire ne dépassant pas trente (30) jours. L'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée par le maître d'ouvrage.

En cas de refus de l'attributaire, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Si le titulaire n'a pas utilisé de cette faculté, il se trouvera engagé irrévocablement vis à vis de l'administration par cette notification.

Article 9 : Cautionnements - Retenue de garantie

Le cautionnement provisoire est fixé à **Cent Mille (100.000,00) Dirhams**.

Le cautionnement définitif est fixé à 3% du montant initial du marché arrondi à la dizaine de Dirham supérieure et doit être constitué dans les (20 Jours) qui suivent la notification de l'approbation du marché.

Une retenue de garantie d'un dixième (1/10) du montant des travaux sera opérée sur les acomptes provisoires. Cette retenue de garantie cessera de croître quand elle aura atteint **7%** du montant initial du marché, augmenté, le cas échéant, des montants des avenants. Le délai de garantie est fixé à Une (1) année à compter de la date du procès-verbal de la réception provisoire des travaux.

Article 10 : Recrutement et paiement des ouvriers

Les formalités de recrutement et de paiement des ouvriers sont celles prévues par les dispositions des articles **22** et **23** du CCAG-T.

Article 11 : Mesure de sécurité et d'hygiène

Les mesures de sécurité et d'hygiène sont celles prévues à l'article **33** du CCAG-T. Ces mesures se rapportent notamment :

- Aux conditions de logement du personnel du chantier : prendre les dispositions nécessaires en vue d'assurer le choix adéquat du site, la propreté des logements, l'alimentation en eau potable, la présence et l'isolement des locaux sanitaires et la protection contre les crues et les incendies.
- Au ravitaillement et au fonctionnement des chantiers : les lieux de ravitaillement doivent être isolés des lieux de logement du personnel et protégés contre toute cause de pollution et de contamination.
- A l'hygiène : Assurer le nettoyage quotidien, l'entretien du réseau d'égouts et d'alimentation et l'évacuation des ordures ménagères.
- Au service médical : Disposer sur chantier des produits pharmaceutiques et équipements nécessaires pour assurer les soins médicaux de première urgence en cas d'accident éventuel.
- Au gardiennage et à la police de chantier : Assurer un gardiennage permanent du chantier de jour comme de nuit et veiller à l'application de la propreté, de la discipline et du règlement de chantier.
- Aux conditions de sécurité et de protection du personnel du chantier et des tiers : Doter le personnel de chantier de moyens de sécurité (tenue de travail, casques, gants, bottes etc.) et assurer la sécurité des tiers.
- A la protection de l'environnement : Evacuer tous les produits et matériaux non utilisés et procéder à la remise en état des lieux.

Article 12 : Assurance

Avant tout commencement des travaux, l'entrepreneur doit adresser au maître d'ouvrage les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux stipulations de l'article **25** du CCAG-T, tel qu'il a été complété ou modifié.

à savoir:

1. Aux véhicules automobiles et engins utilisés sur chantier.
2. Aux accidents de travail.
3. A la responsabilité civile incombant :
 - à l'entrepreneur, en raison des dommages causés aux tiers par les ouvrages objet du marché, jusqu'à la réception définitive,
 - à l'entrepreneur, en raison des dommages causés sur le chantier et ses dépendances aux agents du maître d'ouvrage ou ses représentants ainsi les agents autorisés par le maître d'ouvrage à accéder aux chantiers jusqu'à la réception provisoire des travaux.
 - Au maître d'ouvrage, en raison des dommages causés au tiers sur le chantier par ses ouvrages, son matériel des marchandises, ses installations, ses agents.
 - Au maître d'ouvrage, en raison des dommages causés au personnel de l'entrepreneur et provenant soit du fait de ses agents, soit du matériel ou des tiers dont il serait responsable.
3. Aux dommages à l'ouvrage, à ce titre sont garantis, pendant la durée des travaux et jusqu'à la réception provisoire, les ouvrages provisoires objet du marché, les ouvrages et installations fixes ou mobiles du chantier, les matériels, matériaux et approvisionnements divers, contre les risques d'incendie, vol, détérioration pour quelque cause que ce soit, sauf cataclysmes naturels.

Article 13 : Réception provisoire - Réception définitive

La réception provisoire sera prononcée conformément aux dispositions de l'article **73** du CCAGT.

La réception définitive aura lieu Douze (12) mois après la date de la réception provisoire des travaux conformément aux dispositions de l'article **76** du CCAGT.

Article 14 : Délai de garantie

Le délai de garantie est fixé à **douze mois (12)** à compter de la date du procès-verbal de la réception provisoire des travaux, conformément aux dispositions de l'article **75 - A** du CCAGT. Pendant la durée du délai de garantie, l'entrepreneur demeure responsable de ses ouvrages et est tenu de les entretenir à ses frais, il reste même responsables des actions ou indemnités formulées par les tiers pour dommages résultant de l'exécution des travaux.

Article 15 : Droits de timbres et d'enregistrement

Le titulaire supportera les frais de timbre et éventuellement les frais d'enregistrement des différentes pièces du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article **7** du CCAG-T.

Article 16 : Election de domicile de l'entrepreneur

A défaut par l'entrepreneur de satisfaire aux prescriptions de l'article **20** du CCAG-T, toutes les notifications lui seront valablement faites à l'adresse indiquée dans le présent CPS.

En cas de changement de domicile, l'entrepreneur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

Article 17 : Normes

Les travaux réalisés et les services rendus en exécution du présent marché seront conformes aux normes fixées dans le cahier des prescriptions techniques, ces normes seront les normes les plus récemment définies par l'autorité compétente.

Article 18 : Brevets

L'entrepreneur garantira l'administration contre toute réclamation des tiers touchant à l'exploitation non autorisée d'un brevet, d'une marque commerciale ou de droits de création industrielle résultant de l'emploi de procédés, de matériels, de matériaux ou d'un de leurs éléments au Maroc pour l'exécution du dit marché.

Article 19 : Utilisation des documents contractuels et diffusion des renseignements

- a) L'entrepreneur, sauf consentement préalable donné par écrit de l'Administration, ne communiquera le marché, ni aucune de ses clauses, ni aucune des spécifications, des plans, dessins, tracés, échantillons ou informations fournis par l'Administration en son nom et au sujet du marché, à aucune personne autre qu'une personne employée par l'Entrepreneur à l'exécution du marché. Les informations transmises à une telle personne le seront confidentiellement et seront limitées à ce qui est nécessaire à ladite exécution.
- b) L'entrepreneur, sauf consentement préalable, donné par écrit de l'Administration, n'utilisera aucun des documents et aucune des informations énumérées dans le marché.
- c) Tout document, autre que le marché lui-même demeurera la propriété de l'Administration et tous ses exemplaires seront renvoyés à l'Administration, sur sa demande après exécution des obligations contractuelles par l'Entrepreneur.

Article 20 : Documentation sur les conditions de réalisation des travaux

L'entrepreneur est réputé avoir examiné le site et avoir, après cet examen, fait toutes les recherches qu'il pourrait désirer pour juger par lui-même des conditions de travail.

Les renseignements techniques et les indications données dans le dossier de consultation n'ont qu'un caractère indicatif dont l'appréciation est laissée à l'Entrepreneur qui a la liberté de les contrôler par toutes les enquêtes et mesures voulues.

En particulier les pièces dessinées du Dossier de consultation ne peuvent être considérées comme plans d'exécution. Le maître d'ouvrage se réserve en conséquence le droit de les modifier partiellement ou en totalité lors de l'élaboration des plans d'exécution des ouvrages.

D'une manière générale l'entrepreneur ne peut élever aucune réclamation, ni demander aucune indemnité au cas où il estimerait que, du fait des renseignements donnés dans les documents contractuels, il aurait subi une perte ou des dépenses imprévues par suite de mésestimation des risques ou de toute sujétion.

L'entrepreneur est réputé avoir étudié toutes les conditions du marché et avoir lui-même contrôlé en détail que les travaux peuvent être exécutés conformément à ces conditions. Il est aussi réputé avoir une connaissance détaillée du site des ouvrages, des moyens d'accès et d'alimentation en eau, ainsi que de tout autre moyen ou possibilité dont il peut disposer sur son chantier.

Article 21 : Sous-traitance

Le titulaire choisit librement ses sous-traitants sous réserve qu'il notifie au maître d'ouvrage la nature des prestations qu'il envisage de sous-traiter et l'identité, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse des sous-traitants, et ce, conformément à l'article 158 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013).

Article 22 : Modalités de règlement

Les acomptes sont réglés à l'entrepreneur sur la base de décomptes établis par le maître d'ouvrage. Le montant de chaque décompte est réglé à l'entrepreneur après réception par le maître d'ouvrage de tous les métrés, situations et pièces justificatives nécessaires à sa vérification. Seules sont réglées les prestations prescrites par le CPS ou par ordre de service notifié par le maître d'ouvrage.

Les prestations sont réglées par application des prix aux quantités réellement exécutées après déduction de la retenue de garantie. Les situations seront cumulatives et seront réglées par application des prix aux quantités réellement exécutées.

Article 23 : Règlement des sommes dues

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte courant postal, bancaire ou à la Trésorerie Générale du Royaume ouvert au nom du titulaire tel qu'il ressort de son acte d'engagement.

Article 24 : Résiliation

Les conditions de résiliation du présent marché sont celles prévues par l'article 69 du CCAG-T.

Article 25 : Nantissement

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015), étant précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins du président de la région Fès-Meknès ;
2. Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité.
Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13.
3. Les paiements prévus au marché seront effectués par Le Trésorier régional de Fès seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.
4. Le maître d'ouvrage remet sans frais et contre récépissé au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.
5. Les frais de timbre de l'exemplaire remis au titulaire du marché, ainsi que les frais du timbre de l'original conservé par l'administration sont à la charge du titulaire du marché.

Article 26 : Contestations - Litiges

En cas de difficultés survenues entre le titulaire et le maître d'ouvrage au cours de l'exécution du marché, il sera fait application des dispositions des articles 81 à 84 du C.C.A.G-T.

En cas de désaccord, le litige entre le maître d'ouvrage et l'entrepreneur est soumis aux tribunaux compétents.

Article 27 : Obligations diverses de l'entrepreneur

L'entrepreneur sera tenu de provoquer lui-même les instructions écrites et figurées qui pourraient lui manquer. Dans ces conditions il ne pourra jamais se prévaloir du manque de renseignements pour justifier une exécution contraire à la volonté de l'administration.

Sont à la charge de l'entrepreneur :

- Toutes les dépenses d'acquisition ou de location mise en place, entretien, réparation, amortissement, assurance et transport allé et retour de tout le matériel, de toutes les installations et de tout l'outillage nécessaire à la préparation et à l'exécution complète des travaux ;
- Toutes les dépenses de fournitures rendues à pied d'œuvre et nécessaires à la bonne exécution des travaux ;
- Toutes les dépenses concernant la manutention et le montage du matériel nécessaire à la construction des ouvrages, toutes les fournitures de matériel à l'exception de celui livré par l'Administration, toutes les fournitures de matériaux, tous les terrassements, fouilles, scellements, etc. ;
- Les frais d'établissement du dossier définitif ;
- Les dégâts commis du fait ou à l'occasion des travaux ;
- Tous les frais résultant de l'application des mesures prescrites par l'inspection du travail, et d'une façon générale de toutes les mesures concernant la sécurité des ouvriers ;
- Toutes les dépenses de main-d'œuvre et les charges de main-d'œuvre, toutes les indemnités, primes et charges sociales en vigueur ;
- Toutes les dépenses de nettoyage et de remise en état des lieux après achèvement des travaux ;
- Toutes les charges d'assurance et, notamment, celles concernant l'acheminement du matériel à pied d'œuvre ;
- Les frais de branchement provisoire et de consommation en eau et électricité ;
- Les frais des sondages pour vérification des réseaux et les contraintes à leur charge ;
- Les taxes et impôts de toute nature en vigueur ;
- Les frais d'assurance de tout ordre (chantier, individuelle, ou collective) ;
- L'établissement de plan de recollement ;
- Les panneaux de chantier ;
- Les frais d'établissement des métrés (établissements des décomptes) ;
- Les frais de l'implantation et travaux topographiques ;
- Les frais généraux, frais d'études et d'établissement des plans d'exécution des plans béton armé, de recollement ainsi que la rémunération pour surveillance générale.

Article 28 : Provenance des matériaux

En application de l'article 42 du CCAG-T, les matériaux destinés à l'exécution des travaux ne seront d'origine étrangère qu'en cas d'impossibilité de se procurer des matériaux de fabrication marocaine.

Article 29 : Plans de recollement

En fin d'exécution, l'entrepreneur remettra à l'administration un calque et trois tirages des plans pliés suivant format 21 x 31 indiquant avec fidélité comment les travaux ont été exécutés, tant en ce qui concerne les travaux visibles que les travaux cachés.

Article 30 : Installation et organisation du chantier

L'entrepreneur soumettra à l'ingénieur le projet de ses installations de chantier dans un délai de **Cinq (05) Jours** à compter de la date de notification de l'approbation du marché. Cette prestation ne donnera droit à aucune indemnité spéciale de la part du maître d'ouvrage. L'entrepreneur implantera un panneau de signalisation du chantier dont les dimensions seront conformes aux indications de l'administration.

L'entrepreneur installera ses chantiers sur les emprises des ouvrages mis à sa disposition par le maître d'ouvrage. Au cas où il le jugerait nécessaire, il lui sera possible d'occuper, à ses frais, un terrain loué sur le domaine privé. Tous les frais relatifs à l'occupation des terrains seront à la charge de l'entrepreneur.

La création des voies de communications et accès à ces emplacements, ainsi que leur entretien, seront également à la charge de l'entrepreneur.

Article 31 : Essais de matériaux et matériels

Conformément aux stipulations de l'article 4, 3 du DGA, les frais d'essais d'agrément des matériaux seront à la charge de l'entrepreneur pour tous les travaux ou fournitures qui n'auront pas satisfait aux conditions imposées par le DGA.

Les essais seront effectués conformément aux normes en vigueur, ils seront faits obligatoirement par le laboratoire agréé. L'entrepreneur devra tenir, en permanence sur le chantier les récipients ou éléments de matériaux disponibles à des prises de prélèvement pour études, essais ou analyses.

Les essais de matériels installés par l'entrepreneur sont à sa charge, ainsi que tous les ingrédients ou fluides nécessaires à ses essais sont aussi à sa charge, toute main d'œuvre nécessaire à ces essais, échafaudages, branchements et toutes sujétions, à la demande du maître d'ouvrage.

Article 32 : Cas de force majeure

Conformément à l'article 47 du CCAG-T, les seuils des intempéries et autres phénomènes naturels qui sont réputés constituer un événement de force majeure au titre du présent marché est définis comme suit :

- Pluie d'intensité supérieure ou égale à 30 mm/jour ;
- Séisme d'intensité supérieure ou égale à 5° à l'échelle de Richter ;
- Neige de hauteur supérieure ou égale à 20 cm ;
- Vent supérieur à 100 Km/h.

Article 33 : Changement dans la masse des travaux

En application de l'article 59 du CCAG-T, l'entrepreneur ne pourra élever aucune réclamation tant que l'augmentation dans la masse des travaux n'excède pas 10% du montant du marché.

Les changements de diverse nature d'ouvrages sont soumis aux dispositions des articles 55 et 58 du CCAG-T pour l'augmentation ou la diminution dans la masse des travaux.

Article 34 : Nettoyage du chantier

L'entrepreneur devra évacuer régulièrement des locaux où il travaille les gravois ou débris divers. Le maître d'ouvrage pourra à tout moment exiger ce nettoyage lorsqu'il n'aura pas été exécuté spontanément.

Article 35 : Connaissance du dossier

Une série complète des plans ayant été remis en même temps que le présent dossier de pièces contractuelles à l'entreprise soumissionnaire, celle-ci déclare :

- Avoir apprécié toute difficulté résultant du terrain, de l'emplacement des constructions, des accès, des alimentations, des branchements en eau et en électricité et toute autre difficulté qui pourrait se présenter pour laquelle aucune réclamation ne sera prise en considération ;
- Avoir pris pleine connaissance de l'ensemble du dossier et du projet ;
- Avoir fait préciser tout point susceptible de contestations ;
- Avoir fait tout calcul et sous détail.

Article 36 : Révision des prix

Conformément aux dispositions de l'article 12 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434

(20 Mars 2013) précité, et de l'arrêté du chef du gouvernement n°3-302-15 du 27 novembre 2015 fixant les règles et conditions de révision des prix, les prix du présent marché sont révisibles par application de la formule suivante

$$P = P_0 \times \{0,15 + 0,85 \times (TR3 / TR3_0)\}, \text{ dans laquelle :}$$

P : prix HT révisé de la nature d'ouvrage considéré.

TR3b et TR3bo= index global relatif aux travaux de construction de route avec matériaux traités au liant hydrocarboné y compris fourniture de liant tel que défini dans la circulaire ministérielle relative aux index globaux datée de Mars 1987 ou en vigueur.

Les valeurs initiales des index sont celles du mois de la date de la séance d'ouverture des plis. Les valeurs à prendre en compte pour la révision des prix sont celles du mois de réalisation des prestations.

Article 37 : Album photos

L'entreprise doit fournir avant la réception provisoire des travaux un album photos décrivant le déroulement des travaux depuis l'installation jusqu'à la réception provisoire.

Article 38 : Etudes & Frais divers

L'implantation et le bornage du projet sera fait par un géomètre agréé par l'état, les frais de ce levé topographique seront à la charge de l'entreprise. Une attestation d'implantation doit être fournie à l'administration ;

Les métrés seront établis par un métreur vérificateur agréé par l'état à la charge de l'entreprise.

Article 39 : Communications

Les communications relatives à l'exécution du marché entre le maître d'ouvrage et l'entrepreneur se font par écrit.

Elles sont notifiées ou déposées à l'adresse indiquée dans le marché.

Les écrits prévues ci-dessus entre les deux parties sont soit déposées contre récépissé, soit adressés par lettre recommandée avec accusé de réception et ce dans le délai imparti. La date du récépissé ou de l'accusé de réception fait foi pour la détermination du calcul du délai.

Ces écrits peuvent également lui être expédiés, à titre complémentaire, par fax confirmé, ou par courrier électronique.

Les écrits échangées entre le maître d'ouvrage et l'entrepreneur doivent être consignées à leur envoi ou à leur réception sur un registre tenu par le maître d'ouvrage à cet effet.

CHAPITRE II : MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX

Article 40: Consistance des travaux et description des travaux

Les travaux à exécuter au titre du présent marché sont :

1- Installation de chantier :

- Aménagement des plates-formes nécessaires aux installations générales de chantier et aux laboratoires ;
- Les panneaux de chantier ;
- Installations diverses de bureaux, magasins, ateliers, parc de véhicules et leurs raccordements aux réseaux, etc.
- Construction et entretien des pistes de chantier, des pistes d'accès au chantier, aires dépôts ainsi que leur entretien ;
- Aménagement d'aires de stockage des matériaux et leurs protections contre toute pollution ;
- Aménagement des déviations provisoires pour le maintien de la circulation ;
- L'établissement du plan d'hygiène et de sécurité et les dispositions de tous ordres, en vue d'assurer les conditions d'hygiène et de sécurité sur le chantier ;
- Les rétablissements provisoires des accès privés ;
- Les clôtures et le gardiennage des installations de chantier ;
- Toutes les installations nécessaires pour assurer le déroulement des travaux conformément aux règles de l'art et aux conditions de sécurité.

2- Travaux topographiques à la charge de l'entreprise :

Un levé topographique avant et après réalisations de terrassement pour déterminer les quantités de terrassement.

Avant le démarrage des travaux, il sera procédé contradictoirement par l'administration, et l'entreprise aux levés topographiques du terrain naturel. Ce levé sera réalisé sur une bande de largeur minimale de 20 m tout en respectant les espacements entre profils en travers indiqués sur le dossier du projet d'exécution visé « Bon pour exécution ».

L'entreprise doit remettre le dossier du levé initial en 3 exemplaires avant le démarrage des travaux des terrassements, qui doit comprendre les cahiers des profils en travers.

Les talus après terrassement, doivent avoir une pente conforme à celle indiquée sur les profils en travers du dossier d'exécution visé « Bon pour exécution ».

Les frais des levés topographiques ainsi que la production des documents susvisés sont à la charge de l'entreprise.

3- Travaux de terrassements :

Déblais :

- Nettoyage du terrain, arrachage et abattage des taillis, broussailles, haies, anciennes souches et dessouchage d'arbres situés à l'intérieur des emprises des travaux ;

- Dépose de panneaux de signalisation, bornes kilométriques, balises et leurs repotes après achèvement des travaux avec changement, par les mêmes types, des éléments et unités endommagés ;
- Préparation de l'assiette de la route et de ses dépendances par décapage et purges avec mise en dépôt provisoire ou définitif des produits extraits en dehors de l'emprise ;
- Exécution des fossés provisoires destinés à l'écoulement des eaux pendant les travaux de terrassements ;
- Blindage, étayage et captage de sources ;
- Exécution des déblais en masse et des déblais d'encaissement de la route et de ses dépendances, redans et risbermes, en terrain de toute nature, y compris la mise en dépôt des matériaux non réutilisables et les opérations de modelage des dépôts hors de l'emprise ;
- Réglage et compactage des plates-formes, talus et bermes ;
- Mise en état des dépôts, démolition et remise en état des terrains des déviations provisoires et nettoyage complet du chantier et de ses abords en fin de travaux ;
- L'exécution des fossés et des cunettes suivant les indications des plans visés « Bon pour exécution ».

Remblais :

- Fourniture, transport et mise en œuvre des matériaux pour remblai ;
- Fourniture d'eau pour humidification des matériaux ;
- Exécution des remblais pour élargissement de la plate-forme y compris la préparation des assises par purges, décapage, drainage, réglage et compactage des sols supports ;
- Le réglage des talus et de la plateforme ;
- Décapage et reprofilage de la plate-forme existante ;
- Le réglage des talus et de la plate-forme.

4- Travaux de chaussées :

- Le réglage et compactage du fond de forme ;
- La fourniture et la mise en œuvre des matériaux pour couche de fondation ;
- La fourniture et la mise en œuvre des matériaux pour couche de base ;
- La fourniture et le répandage des liants pour l'imprégnation ;
- La fourniture, le transport et la mise en œuvre des Enrobés Bitumineux ;
- Les épaisseurs des couches, les pentes et devers doivent être réceptionnées contradictoirement ;
- Rétablissement des pistes d'accès ;

5- Travaux d'aménagement des trottoirs

- La fourniture, le transport et la mise en œuvre des matériaux tout venants compactés.
- Exécution des bétons pour dallage de 10cm y compris treillis soudé.
- Fourniture et mise en œuvre des carreaux rev-sol selon descriptif, emplacement selon indication du maître d'ouvrage.

6- Ouvrages d'assainissement, réservation pour éclairage public

Exécution desdites prestations selon leur descriptif, normes en vigueur et indication du maître d'ouvrage.

Les travaux comprennent les tâches décrites explicitement dans le descriptif des prix et les tâches implicites dictées par les règles de l'art qui se rattachent à chaque type d'ouvrage.

Article 41: Documents à fournir par l'entrepreneur

L'entrepreneur devra fournir dans les délais prescrits les documents mentionnés dans le tableau ci-après tels qu'ils sont définis dans les fascicules du CPC pour les travaux routiers courants :

<i>Désignation du document</i>	<i>Délai</i>	<i>Références aux dispositions du CPC ou du CPS</i>
Mémoire technique	15 jours après la notification de l'ordre de service de commencement des travaux	Article 3 du présent CPS
Essais d'agrément des matériaux	15 jours avant l'utilisation de chaque matériau	Article 33 du fascicule N°1 Article 41 du CCAG-T
Cahier de réception topographique	Dès commencement de travaux	Article 22 du Fascicule n°1 Article 41 du CCAG-T
Cahier de chantier	Dès commencement travaux	Fascicule n° 1 article n° 22
Plan de recollement	01 mois avant la réception définitive	Fascicule n° 1 article n° 37

Article 42: Mémoire Technique

Une fois le choix de l'attributaire provisoire du marché est arrêté, l'entrepreneur est informé par lettre recommandée dans un délai de **dix (10) jours**

Dès la réception de cette information, l'Entrepreneur doit préparer un projet de mémoire technique de réalisation des travaux accompagné des renseignements d'ordre général sur l'organisation et les moyens du chantier. Pour ce faire, le Maître d'ouvrage met à la disposition de l'Entrepreneur le dossier d'étude visé « Bon Pour Exécution » et éventuellement, **le planning prévisionnel** de rétablissement des contraintes réseaux. Ce dernier doit être pris en compte dans le planning des travaux en prévoyant le commencement de ceux-ci d'abord dans les zones libres de toutes contraintes et ensuite celles libérées au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Dans un délai de **quinze (15) jours** après la notification de l'ordre de service de commencer les travaux, l'Entrepreneur remettra au Maître d'ouvrage, **pour approbation**, le mémoire technique définitif.

Ce mémoire technique contiendra au minimum les indications définies ci-après et qui sera accompagné de tous les plans et notes techniques nécessaires.

Avant le démarrage de certaines phases de travaux, le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander des notes particulières complétant ce mémoire technique.

1. Rapport technique :

Un rapport technique qui précise l'organisation du chantier et la méthodologie que l'Entrepreneur compte adopter pour réaliser les travaux pour chacune des tâches élémentaires (Déblai, remblai, assainissement, confortement, OA, chaussées, etc.). Ce rapport comprendra une note détaillée qui

indiquera la composition et les caractéristiques des ateliers de production, le nombre, le type et le rendement des engins ainsi que le rendement journalier des ateliers par poste de travail (un modèle type, à respecter impérativement, est donné en annexe 2). Le rendement des engins qui figure en annexe 2, devra tenir compte de la baisse des rendements par temps pluvieux.

2. Matériel :

La liste des engins que l'Entrepreneur compte mettre en place pour réaliser les travaux prévus, avec leur âge, état, rendement et disponibilité.

La liste des engins doit être accompagnée des fiches techniques établies par les constructeurs.

La liste du matériel fournie par l'entrepreneur n'est pas limitative et il ne peut élever aucune réclamation si en cours des travaux, il est amené à modifier ou à compléter ce matériel. Si pour une raison quelconque, l'Entrepreneur désire retirer du chantier une partie du matériel avant l'achèvement des travaux auxquels il est destiné, il ne peut le faire qu'avec l'accord écrit du maître d'ouvrage ; cet accord laisse toutefois à l'Entrepreneur la responsabilité et les conséquences de ce retrait.

L'Entrepreneur établira un échancier d'acheminement du matériel sur le chantier ; les implications de cet échancier devront être en parfaite concordance avec le programme général des travaux.

3. Matériaux :

L'Entrepreneur doit remettre une note qui mentionne la provenance des principales fournitures : ciment, aciers, liants, hydrocarbonés, etc. et leur conformité aux spécifications contractuelles.

Dans le cas où l'entrepreneur compte utiliser des produits prêts à l'emploi (béton, enrobés ou autres), il doit fournir tous les renseignements utiles sur les fournisseurs (usines, fabricant) et sur la qualité des mêmes produits fournis à d'autres clients pendant les trois derniers mois.

L'entrepreneur indiquera la situation, la provenance, la qualité et le potentiel des gîtes des matériaux qu'il propose de retenir pour les emprunts et pour les matériaux de la couche de forme, chaussée et béton. Il précisera la composition des stations de concassage et des centrales de fabrication ainsi que leur rendement journalier. Le choix des gîtes des matériaux doit prendre en considération la sauvegarde de l'environnement contre toute forme de pollution des milieux avoisinants y compris par les rejets ou les poussières qui seront issues des installations de concassage ou de postes de confection des liants hydrocarbonés.

L'entrepreneur indiquera le descriptif et l'emplacement des aires de stockage. Une carrière ne peut être considérée comme un lieu de stockage qu'après l'accord écrit du maître d'ouvrage.

L'entrepreneur doit fournir pour chaque livraison de sable les pièces justifiant la provenance des matériaux approvisionnés (bons de livraison ou factures) et ce conformément aux dispositions de l'article **42** du **CCAGT**. Toute fourniture de sable provenant de carrière non autorisée rend l'Entrepreneur passible des sanctions prévues au décret **n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013)**.

4. Mouvement des terres :

Le projet de mouvement de terres envisagé par l'entrepreneur qui indique les hypothèses retenues pour les taux de réutilisation et la destination de chaque déblai. Y seront également indiquées les zones de dépôt ainsi que les distances moyennes pour transporter les déblais.

Le plan des mouvements des terres devra tenir compte des données climatiques et des conditions particulières de réutilisation des matériaux sensibles à l'eau.

5. Organigramme du chantier :

L'organigramme du chantier qui définit les unités de direction, de gestion, de logistique, d'études, de contrôle et de production que l'entrepreneur prévoit de mettre en place pour assurer la réalisation des travaux. Il sera accompagné de la liste nominative et des curriculum vitae du personnel de direction, de maîtrise que l'Entrepreneur compte affecter à chacune de ces unités avec mention de leur date de disponibilité et de leur fonction sur le chantier.

6. Planning des travaux :

Le programme des travaux doit être suffisamment détaillé pour informer le maître d'ouvrage des dispositions que compte prendre l'Entrepreneur pour réaliser les travaux dans les délais prescrits.

Le planning est établi en cohérence avec :

- Les cadences prévues.
- La réglementation en vigueur (Articles 20 et 21 du fascicule n°1 des CPC, ...).
- Les conditions climatiques de la zone et de la période d'exécution du chantier.
- Le délai global du marché.
- Les zones libres de contraintes.

En outre, le planning doit :

- Comporter les dates réelles fixées d'un commun accord avec le maître d'ouvrage ;
- Faire figurer les dates d'amenées et de replis des ateliers mécaniques.

Le planning des travaux doit être complété et actualisé par :

- L'évolution de la main d'œuvre et du matériel en fonction du programme des travaux ;
- L'échelonnement prévisionnel des dépenses ;

7. Hygiène et sécurité :

Une note qui décrit les mesures particulières prévues de manière à assurer l'hygiène et la sécurité sur le chantier et à ses abords, tant pour les ouvriers que pour les riverains.

CHAPITRE III : PROVENANCE, QUALITE ET PREPARATION DES MATERIAUX

Article 43 : Provenance des matériaux

Les matériaux dont la fourniture fait partie de l'entreprise proviendront des gisements, carrières et usines proposés par l'Entrepreneur.

La demande d'agrément accompagnée des pièces justificatives doit être présentée quinze **jours (15)** avant la date prévue pour l'utilisation du matériau.

Tous les matériaux employés par l'Entreprise et non dénommés au présent CPS seront de la meilleure qualité, sans aucun défaut nuisible à la bonne exécution et à la bonne sécurité des ouvrages. Leur provenance devra toujours être justifiée.

Comme il est spécifié aux articles 10.4 et 10.5 du fascicule 3 du CPC, l'Entrepreneur doit veiller à ce que l'extraction des matériaux ou leur dépôt ne puissent nuire, de quelque façon que ce soit, à la qualité de l'environnement et à l'écoulement des eaux.

L'Entrepreneur ne pourra occuper la voie publique pour le dépôt de matériaux qu'aux points et dans les limites qui lui auront été indiqués par le Maître d'Ouvrage sur sa demande. Si ces dépôts sont faits en dehors des points indiqués, l'infraction sera poursuivie, après un simple avis du Maître d'Ouvrage comme contravention aux règlements de voirie, sans préjudice de la responsabilité personnelle de l'Entrepreneur en cas d'accident. Il sera en outre pourvu d'office et sans délai au transport et au rangement des matériaux et le montant des dépenses sera déduit du compte de l'Entrepreneur.

L'entrepreneur doit fournir pour chaque livraison de sable les pièces justifiant la provenance des matériaux approvisionnés (bons de livraison ou factures) et ce conformément aux dispositions de l'article **42 du CCA GT**. Toute fourniture de sable provenant de carrière non autorisée rend l'Entrepreneur passible des sanctions prévues au décret n° **2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013)**.

Article 44 : Fourniture de liants hydrocarbonés

Les liants hydrocarbonés du type bitume pur, émulsions de bitume et/ou bitume fluidifié sont inclus dans l'acte d'engagement de l'entreprise qui peut s'approvisionner auprès de tout fournisseur agréé.

Les frais de transport des liants hydrocarbonés, quelle que soit leur nature, ainsi que les frais de transformation éventuelle sont à la charge de l'entreprise.

La qualité des liants hydrocarbonés doit être conforme aux spécifications techniques du fascicule n° 5 cahier n° 5 du CPC applicables aux travaux routiers courants complété par la note circulaire n° 214.22/50.5/238/340 du 11/12/98 relative au contrôle et suivi des travaux routiers.

Article 45 : Stockage de matériaux

Le stockage des matériaux sera effectué sur des aires spécialement aménagées dépourvues de végétation, convenablement drainées, éventuellement recouvertes d'une couche anti-contaminante et généralement à l'abri de toute pollution.

Les matériaux contaminés ne devront pas être utilisés, la préparation des aires de stockage est à la charge de l'Entrepreneur.

Article 46 : Qualité des matériaux

La qualité des matériaux destinés à la réalisation des ouvrages objet du présent marché est celle définie par les fascicules suivants :

- Le fascicule n°3 du CPC pour les travaux routiers courants relatifs aux travaux de terrassement (complété par les dispositions du Guide Marocain pour les Terrassements Routiers « GMTR »)
- Le fascicule n° 4 du CPC pour les travaux routier courants relatifs aux ouvrages d'assainissement et de soutènement.
- Les cahiers du fascicule n°5 du CPC pour les travaux routiers courants relatifs aux chaussées complétés par la note circulaire n°214.22/50.5/238/340 du 11/12/98. Et la note circulaire n°214.22/40900/2425/2004 du 14/07/2004 relative à la nouvelle norme pour la mesure de la valeur au bleu de méthylène.

Il est en outre signalé que :

La qualité des liants hydrocarbonés doit être conforme aux spécifications techniques du fascicule n°5 cahier n°5 du CPC applicables aux travaux routiers courants complété par la note circulaire n°214.22/50.5/238/340 du 11/12/98 relative au contrôle et suivi des travaux routiers.

Les liants hydrocarbonés à utiliser seront des catégories suivantes :

Nature des travaux	Catégorie du liant
- Imprégnation	Emulsion de bitume à 55% ou CB 0/1 cas de variante
- Revêtement en EB	Bitume pur 60/70 ; bitume pur 40/50

- MATERIAUX POUR ENROBES BITUMINEUX E.B :
- Granulats

Classe	GRANULARITE % PASSANT AU TAMIS DE					Fluage Marshall (mm)
	14	10	6	2	0,080	
0/10	-	100	80-65	45-30	9-5	> 5 cm
0/14	100	-	65-50	38-25	8-4	> 8 cm

- Dureté : L.A < 25
- Propreté : E.S > 40 (sur fraction 0/5 mm)
- Angularité : concassé pur

MODULE DE RICHESSSE	RESISTANCE COMPRESSION SIMPLE A 18° C		STABILITE MARSHALL (kg)	COMPACITE %		FLUAGE MARSHALL (mm)
	BITUME	EN BARS		LCPC	MARSHALL	
3,45 A 3,90	60/70	> 55	> 1000	90	93	< 4
	40/50	> 60		à	A	
	RH > 0,75 RS			95	97	

RH : Résistance après immersion à 18 ° C ; RS : Résistance à sec à 18 °C

Les produits élaborés en centrale sont soumis aux essais préliminaires d'information, aux contrôles de qualité et de réception dont les conditions de fréquence seront celles indiquées au cahier 4 du fascicule 5 du CPC applicable aux travaux routiers courant.

Article 47 : Matériaux et accessoires divers

Le soumissionnaire précisera dans son offre les provenances et qualités de tous les matériaux et accessoires non mentionnés au présent CPS et qui interviendraient dans la construction de l'ouvrage.

Article 48 : Contrôle de la qualité des matériaux

La nature et la périodicité des essais de contrôle des matériaux sont fixées par les fascicules 3, 4 et 5 du CPC relatifs aux terrassements, ouvrages d'assainissement et chaussées complétés par la note circulaire n°214.22/50/238/340 du 11/12/98.

1. Essais préliminaires d'agrément :

Ces essais sont **à la charge de l'Entrepreneur**. Ils sont fournis dans les conditions prévues au présent Marché.

Ces essais seront exécutés pour chaque carrière ou usine proposée par l'Entrepreneur. Leurs résultats devront être conformes aux spécifications du présent marché.

2. Essais de recette :

Ces essais sont à la charge **exclusive du maître d'ouvrage**, et seront effectués par lot. par ailleurs l'entrepreneur doit définir le programme des essais et de contrôle conformément aux cadences réglementaires, selon sa cadence d'avancement des travaux, et informer le maître d'ouvrage seul habilité à faire ces contrôles pour effectuer les essais au moins 48 h avant la date du contrôle.

Aucune tolérance autre que celles fixées dans le présent marché ne sera admise.

Les matériaux ne répondant pas aux conditions requises seront refusée et mis en dépôt hors du chantier par les soins et aux frais de l'Entrepreneur.

IL EST EXPRESSEMENT PRECIS QUE LES FRAIS DE REPRISE DES ESSAIS NON CONCLUANTS SONT A LA CHARGE DE L'ENTREPRENEUR. DANS LE CAS ECHEANT, CES DEPENSES SERONT DEDUITES DES ACOMPTES DE L'ENTREPRISE DUES PAR L'EXECUTION DU PRESENT MARCHE.

CHAPITRE IV : MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX

Article 49 : Ouvrages provisoires

Les plans et notes de calculs des éventuels ouvrages provisoires sont à la charge de l'entrepreneur qui les soumet à l'approbation du maître d'ouvrage **quinze jours** avant le début de réalisation des dits ouvrages.

Article 50 : Installation de chantier

L'Entrepreneure procurera, à ses frais et par accord direct avec les propriétaires et exploitants intéressés, les terrains dont il a besoin pour l'exécution des installations.

L'Entrepreneur soumettra au Maître d'ouvrage le projet de ses installations de chantier dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification de l'approbation du marché.

En général les installations de chantiers tiennent compte des éléments suivants :

1- Généralités :

L'installation et l'aménagement du chantier font l'objet de plusieurs articles regroupés en une seule position. Cette position comprend l'installation propre à l'entreprise, ainsi que des aménagements destinés au maître d'ouvrage.

Avant de remettre son offre, l'entrepreneur est tenu de se renseigner sur l'emplacement du chantier, les chemins d'accès, la place disponible pour le stockage, ainsi que les possibilités de réaliser les raccordements à l'électricité et à l'eau. En outre, il doit reconnaître les difficultés qui se posent lors de l'exécution.

Les travaux se feront sous circulation et l'entrepreneur ne pourra interrompre la circulation sur les routes que dans le cas où le maître d'ouvrage en reconnaîtrait la nécessité absolue et lui en donnerait l'autorisation pour une époque et un délai déterminé.

La circulation pour piétons et pour les véhicules prioritaires tels que les ambulances, pompiers, etc. doit être garantie en permanence.

2- Aire de chantier et gardiennage :

L'entrepreneur définira, en collaboration avec les services compétents, l'emplacement exact de la clôture de chantier.

Il définira, en accord avec le représentant du Maître d'ouvrage, la superficie de l'aire de chantier et son emprise sur la voie publique, permettant l'enlèvement des déblais et décombres de démolition, la livraison des matériaux de chantier, l'installation des engins de lavage, etc.

Cette aire de chantier devra permettre le stockage de la totalité des fournitures, la réalisation des installations de chantier y compris celles nécessaires pour abriter le matériel et les équipements du soumissionnaire, l'atelier-garage, le local technique pour groupe électrogène le cas échéant, les locaux pour le maître d'ouvrage, le laboratoire géotechnique, les logements du personnel de l'entreprise et ses bureaux.

L'entrepreneur pourvoira au gardiennage du chantier et des installations du chantier. La période de gardiennage couvrira toute la durée des travaux jusqu'à la réception de ceux-ci. Le coût du gardiennage pour la totalité de l'aire de chantier est compris dans le prix du poste installation de chantier.

3- Panneaux de chantier :

Une sous-construction fixée à l'entrée et à la sortie du chantier, à un endroit à choisir par le maître d'ouvrage, permettra de fixer deux panneaux principaux dont les dimensions seront fixées par le maître d'ouvrage (voir annexe)

Les panneaux principaux indiqueront la nature de la réalisation, le maître d'ouvrage, etc., conformément au modèle fourni par l'administration.

Les panneaux seront lisses et résistants aux intempéries, les finitions (teinte de fond, écritures ou autres indications) seront soumises et approuvées par le maître de l'ouvrage.

4- Local du maître d'ouvrage :

Cette désignation concerne la mise à disposition du maître d'ouvrage un local de chantier d'au moins 20m² équipé du mobilier adéquat (grande table de réunion, chaises, armoire métallique, meubles de bureau).

5- Repli du chantier :

Les frais du repli du chantier et des installations du chantier sont à la charge de l'entrepreneur et ils sont compris dans le prix de l'installation du chantier.

Après la fin des travaux :

Les constructions et installations seront évacuées, les ouvrages bétonnés, les aires, réseaux et fossés seront démolis par l'Entreprise et les produits évacués vers un dépôt définitif à trouver et à la charge de l'entrepreneur (tout enfouissement in situ est à exclure) ;

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'interdire la démolition de telle ou telle partie pouvant être utile aux chantiers suivants ;

Le terrain sera modelé pour retrouver sa topographie initiale, puis scarifié sur une épaisseur de 0,60 m ;

Les terres prélevées initialement (terre végétale) seront alors remises en place par des moyens et méthodes appropriées (pas de circulation des engins d'approvisionnement sur les terres régaliées, et réglage par des engins légers ou à chenilles marais) pour ne pas tasser les sols recouverts et les terres étalées et reconstituer la couche initialement prélevée à l'identique.

Article 51 : Contrôle des travaux

La nature et la fréquence des essais de contrôle des travaux de terrassement sont celles définies par le fascicule n° 3 du CPC applicable aux travaux routiers courants

La nature et la périodicité des essais préliminaires d'information (catégorie A), des contrôles de qualité (catégorie B) et des contrôles de réception (catégorie C) sont fixées par le fascicule n°4 ainsi que par les cahiers constitutifs du fascicule n°5 du CPC pour les travaux routiers courants. Ces dispositions sont aussi applicables au contrôle d'exécution des accotements qui sont assimilés à des assises non traitées.

Aucune tolérance en mois ne sera acceptée en ce qui concerne les épaisseurs des assises non traitées pour chaussées et accotements. Si un contrôle d'épaisseur fait apparaître une insuffisance de matériaux par rapport aux prescriptions du présent CPS aux plans visés bon pour exécution ou aux ordres de service du maître d'ouvrage, l'Entrepreneur sera tenu de faire l'apport complémentaire de matériaux de qualité équivalente ou supérieure et de reprendre la finition de la couche.

La réception du fond de forme ne sera prononcée que si la réception topographique est réalisée.

Cette réception portera sur la vérification de réglage du fond de forme, les pentes du fond de forme, les pentes de talus, les dévers et les cotes finales du projet. Ces contrôles seront consignés dans le cahier de réception topographique.

Article 52 : Réunions de chantier

L'Entrepreneur ou son représentant est tenu de se rendre personnellement aux convocations du maître d'ouvrage et d'accompagner les représentants de ce dernier sur les chantiers lors des visites périodiques et de leur donner les explications sur les travaux. La périodicité des visites est fixée par le maître d'ouvrage.

Il sera dressé, pour chaque réunion, un procès-verbal qui sera contresigné par le maître d'ouvrage, l'entrepreneur et Bureau de suivi en fin de séance.

Dans le cas où l'entrepreneur est absent ou refuse de contresigner le procès-verbal, celui-ci lui est notifié par ordre de service.

Lors des visites de chantier, l'entrepreneur est tenu de prendre toutes les dispositions pour rendre accessible la totalité des lieux d'opérations dans des conditions de sécurité totale. Il devra faciliter toute opération de mesure et tenir à disposition tout document nécessaire à la bonne conduite des travaux et toute fiche d'essai de matériaux reçu sur le chantier ou mis en œuvre.

Article 53 : Règlement des travaux

Le règlement des travaux s'effectuera par l'application des prix unitaires du bordereau des prix aux quantités réellement effectuées et régulièrement constatées.

CHAPITRE V : MODE D'ÉVALUATION DES TRAVAUX

Mode de mesurage :

Toutes les quantités d'ouvrage exécutées seront évaluées par le système des métrés dressés après exécution des travaux.

Les surépaisseurs en matériaux pour corps de chaussée ou aux accotements pour sa mise en profil ne seront pas prises en compte. Les frais occasionnés par ces surépaisseurs sont réputés inclus dans les prix correspondants du bordereau des prix - détail estimatif, surtout les sections où l'on procédera uniquement au renforcement de chaussée existante.

Définition des prix :

Les définitions des prix sont celles données par les listes des prix annexées au fascicule n°2 du C.P.C relatif aux clauses financières communes applicables aux travaux routiers courants ainsi que la note circulaire de la DR n°214.22/50.5/238/340 du 11/12/1998 et la note de la DR n°2143/IT/411/01/1992 du 22/01/1992.

Les prix unitaires sont présentés par l'entrepreneur hors TVA. Cette dernière est rajoutée par la suite au total hors TVA.

INSTALLATION DE CHANTIER :

Prix 1 : Installation de chantier

Ce prix **forfaitaire** rémunère la préparation d'un mémoire technique, l'amenée, le repli du matériel sur chantier comprenant matériel de fabrication, de transport et de mise en œuvre.

Il sera détaillé par l'entreprise suivant l'organisation qu'elle envisage de mettre en place. Il comprend aussi toutes les dispositions prévues par l'article 50 chapitre IV du présent CPS.

Une fraction égale aux deux tiers (2/3) de ce prix sera réglée lorsque l'installation de chantier est achevée. Le solde sera réglé après achèvement des travaux, remise en état des lieux et repliement du chantier.

Ce prix ne doit pas dépasser 5% du montant de l'acte d'engagement H TVA.

TRAVAUX PLATE FORME :

Prix 2 : Terrassement en déblais en terrain tout nature y compris rocher

Prix rémunère au **mètre cube** mesuré suivant la méthode indiquée au CPS les déblais en terrain de toute nature, y compris le rocher, pour ouverture de la plateforme sur la section désignée par le maître d'ouvrage conformément aux plans visés bon pour exécution. Il comprend :

- Le défrichage, l'arrachement des herbes, broussailles et haies et cactus ;
- L'abattage d'arbustes et d'arbres de toute taille soigneusement ;
- Le débitage des arbustes et des arbres de toute taille ;
- Le dessouchage, l'enlèvement des racines ;
- Le ramassage, l'évacuation, la mise en dépôt, hors de l'emprise, quelle que soit la distance de tous les produits (débris, arbustes, arbres, démolition, etc.) ;

- Le remblaiement compacté des trous à l'emplacement des souches et des démolitions sous les assises de remblais ;
- Le décapage éventuel de l'emprise de la route sur les sections en remblais et 30 cm d'épaisseur ainsi que le rattrapage du niveau du terrain naturel par du remblai compacté ;
- L'extraction, le chargement, le transport, le déchargement et la mise en dépôt provisoire ou définitive ;
- Le réglage du talus et de la plateforme ;
- La démolition des ouvrages existants ;
- Scarification de la chaussée existante ;
- Les frais de protection contre les eaux de toutes natures, pendant l'exécution des déblais et les frais d'évacuation des eaux.
- La protection des plateformes ouvertes contre les eaux de ruissellement et notamment, l'exécution de fossés provisoires
- La réalisation des sondages sur divers réseaux existants et leur protection lors de la réalisation des travaux.
- Le réglage de fond de forme et le compactage à 95% de l'OPM. Toutes sujétions d'exécution avec validation de laboratoire.

Prix 3 : Terrassement en remblais

Ce prix rémunère au **mètre cube** les remblais méthodiquement compactés à 95% de l'OPM pour chaussée par couche de 20 cm y compris le réglage, l'arrosage, compactage, l'extraction et le transport des matériaux d'emprunt, la préparation de la forme recevant le remblai et la mise en œuvre ainsi que toutes sujétions d'exécution suivant les prescriptions des CPC.

TRAVAUX VOIRIE

Prix 4 : Couche de fondation GNF2

Ce prix rémunère au **mètre cube** l'exécution de la couche de fondation en matériaux GNF2 0/40 d'une épaisseur de 20 cm. Il comprend la fourniture et la mise en œuvre des matériaux GNF2 conformément aux prescriptions du présent cahier des charges.

Prix 5 : Couche de base GNB

Ce prix rémunère au **mètre cube** la fourniture, le transport et la mise en œuvre d'une couche de base en tout venant de concassage type GNB type B1 de granulométrie 0/31.5. D'une épaisseur de 20cm.

Ce prix comprend :

- Répandage mécanique,
- La fourniture de l'eau de compactage,
- L'arrosage de l'assise.
- Le réglage et le compactage de l'assise à 98% de l'OPM.
- Essais d'identifications et de compacité.
- Ainsi que toutes les sujétions résultant des documents contractuels.

Ce prix s'applique au mètre cube de la couche de base GNB mesurée après compactage à 98% de l'OPM.

Prix 6 : Enduit d'imprégnation

Ce prix rémunère au **mètre carré**, la fourniture et la mise en œuvre de l'imprégnation au cut-back 0/1 ou émulsion de bitume de la couche de base des chaussées. Il comprend Toutes les fournitures y compris celles du liant ; Transport, Mise en œuvre et sablage avec des grains de riz 3/8 et de toute sujétions.

Prix 7 : Revêtement en enrobé bitumineux 0/10 y /c couche d'accrochage

Ce prix rémunère **à la tonne**, la fourniture, le transport et la mise en œuvre au finisseur des enrobés bitumineux à chaud pour couche de roulement d'une épaisseur de 05 cm après compactage, avec granulats de 0/10 y compris la couche d'accrochage.

Ce prix comprend la fourniture des granulats, des liants, les couches d'accrochage à l'émulsion de bitume, le nettoyage, le balayage et la préparation de la surface de la chaussée nouvellement réalisée, pour la chaussée existante en plus du nettoyage et le balayage du support le prix comprend aussi le remplissage des nids de poules et les parties dégradées et la mise à niveau des ouvrages en béton (bouches à clé, et tout ouvrage en béton autres que chambres et regards) dont la cote dépasse ou n'excède pas la cote projet.

Le compactage sera effectué successivement à l'aide du compacteur à pneu et du compacteur à cylindre.

L'entreprise doit laisser l'accès libre aux responsables de la commune à la centrale de fabrication des enrobés pour effectuer toute vérification nécessaire.

Ce prix comprend aussi l'étude de formulation et les essais de contrôle de la qualité des enrobés et toutes sujétions résultants des documents contractuels y compris les mesures des températures des enrobés livrés sur chantier. A cet effet, l'entreprise doit mettre à la disposition du maître d'ouvrage les outils nécessaires (thermomètre par exemple) pour la prise de ces mesures. Le calcul des métrés sera effectué sur la base d'une masse volumique de 2,34 T/m³.

AMENAGEMENT DES TROTOIRS

Prix 8 : Fourniture et mise en œuvre du tout-venant compacté

Ce prix rémunère au **mètre cube** l'exécution de la couche tout venant compacté calibre 0/40 de 0.10m d'épaisseur après compactage à 95% de l'OPM.

Prix 9 : Dallage en béton de 10 cm d'épaisseur y/c treillis soudé

Ce prix rémunère **au mètre carré** la fourniture et la mise en œuvre d'une dalle support en béton dosé à 300 Kg /m³ en Ciment CPJ 45 (béton n°3) de Dix (10) cm d'épaisseur finie y/c treillis soudé, parfaitement dressée et pilonnée y compris retombée sur toute la hauteur.

La fabrication de ce béton sera exclusivement aux engins mécaniques et les dosages seront faits à l'aide de caisse. L'ouvrage comprend aussi :

- Joint de dilatation, la distance entre deux joints successifs ne doit pas dépasser 3m.
- Coffrage, décoffrage, refluage, arrosage au cours de la prise du béton et façon de la pente 2%.
- La dépose et pose des panneaux existants.
- Formulation du béton, essais de contrôle de qualité à effectuer par un laboratoire agréé (à la charge de l'entreprise).

- Mise à la cote des chambres, regards et bouches à clé et tous autres ouvrages en béton dont la cote dépasse ou n'excède pas la cote projet,
- Réserve en forme carré ou cercle pour les arbres, emplacement et dimension selon indication du maître d'ouvrage, sans prise en compte de cette surface dans la mesure de la quantité du dallage.

Payé au mètre carré réellement exécuté mesuré horizontalement (sans développement des retombées et contre marche) y compris tous travaux précités et toutes sujétions de fournitures et mise en œuvre.

Prix 10 : Revêtements en carreaux type rev-sol 40*40 m

Ce prix rémunère **au mètre carré** la réalisation du revêtement des sols en carreaux rustiques ou lisses 1^{er} choix de 40/40 cm type rev-sol ou similaire, format, modèle, couleur et emplacement indication du maître d'ouvrage.

Carreaux posés à bain soufflant de mortier dosé à 450 kg de ciment pour un mètre cube de sable fin, compris forme de pose épaisseur selon détail BET. Les joints seront remplis par un coulis de ciment blanc, ou teintés à la demande, et devront respecter le plan de calepinage du BET et du maître d'ouvrage. Compris coupes au disque et toutes sujétions.

Prix 11 : Fourniture et pose des Bordures de trottoir T3

Ce prix rémunère **au mètre linéaire**, la fourniture, le transport et la pose de bordures de trottoirs type T3 classe B2 suivant le détail des plans et les prescriptions fournis par le maître d'ouvrage, y compris :

- Dépose de la bordure existante (dans les voies où elle existe) y compris transport au lieu désigné par le maître d'ouvrage.
- Fouille en rigole sur une largeur supérieure de 0,20 m aux largeurs des éléments.
- Couche de GNF 0/60 de 10 cm au minimum ;
- Forme en béton n°4 sur 10 cm d'épaisseur et sur toute la largeur de la fouille y compris dalle en béton conformément au plan de pose fourni par le maître d'ouvrage.
- Joints au mortier de ciment et passage du joint au fil de fer.
- Exécution des courbes éventuelles par des éléments préfabriqués de 25 cm ou de 50 cm de longueur.
- Remblaiement des fouilles et évacuation des déblais.
- Grattage et nettoyage éventuels des bordures souillées par les mortiers, bétons et le liant hydrocarboné.
- Toutes sujétions (essais d'écrasement, etc ...).

Prix 12 : Béton pour marche et contre marche

Ce prix rémunère **au mètre cube** l'exécution des marches et contre marche en béton B2 armé posé sur un hérissonnage selon le détail du BET y compris terrassement et remblaiement le cas échéant.

ASSAINISSEMENT PLUVIAL

Prix 13 : Construction des avaloirs avec tampon en fonte ductile

Ce prix rémunère à l'unité la construction sur place en béton des regards à avaloirs sous trottoirs y compris appareils siphoniques, tampons C250 en fonte ductile sous trottoirs. L'avaloir sera constitué d'une bavette et d'un couronnement en béton moulé. Ce prix comprend également les terrassements (déblais et remblais), l'évacuation des déblais excédentaires à la décharge publique, les raccordements aux canalisations y compris fourniture des conduites en PVC Ø250 série I assainissement, le béton de propreté, la façon de cuvette, les enduits, les gorges ; Le raccordement sera fait au regard le plus proche selon indication du maître d'ouvrage y compris toutes sujétions.

Prix 14 : Fourniture et pose de conduite en PVC Ø 315 série I assainissement

Le prix rémunère au mètre linéaire la fourniture, le transport et la pose de canalisations circulaires en PVC 315 Ø série I assainissement suivant les recommandations du maître d'ouvrage. L'unité payée sera le mètre linéaire de la canalisation posée, suivant diamètre dont la pente a été vérifiée par la BET. Les canalisations seront payées au mètre linéaire, mesures prises à l'horizontal sur l'axe après construction sans majoration, pour joints ou pièces spéciales, raccords, parties inclinées, mais sans déduction des vides provenant des pénétrations, des amenées de canalisations diverses, des regards. Y compris :

- lit de pose en sable de 10 cm d'épaisseur en sable en cas de fond meuble et de 15 cm d'épaisseur en gravier 15/25 en cas de fond rocheux,
- Pose de la conduite ;
- Remblaiement en remblai primaire et secondaire ;
- Essais d'écrasement, d'étanchéité des canalisations et de compactage des remblais.
- Evacuation des terres excédentaires.
- Branchements sur ouvrages existants et toutes sujétions.

Ouvrage payé au mètre linéaire.

Prix 15 : Regard de visite y/c tampon D400 en fonte ductile

Le prix rémunère à l'unité l'exécution de regards de visite à toutes profondeurs et sur toutes sections de canalisations, conformément aux plans visé bon pour exécution, y compris :

- Les terrassements de l'ouvrage en terrains de toutes natures y compris le rocher et l'évacuation des déblais excédentaires à la décharge publique.
- L'exécution du béton de propreté ou gros béton sous le radier du regard ;
- L'exécution de l'ouvrage en béton armé dosé à 350 kg de ciment CPJ 45 par mètre cube, y compris fourniture, transport et la mise en œuvre du ferrailage ;
- Le coffrage et le décoffrage.
- Les parois et feuillure pour pose du cadre, exécutées en béton armé, avec couronnes Ø 8mm.
- L'exécution de la cunette et des plages inclinées de 10%.
- L'exécution de l'enduit lisse sur les parois intérieurs du regard.
- Le remblaiement compacté des vides autour de l'ouvrage en sable de concassage arrosé jusqu'à stabilisation.

- Cadre cornière mâle et femelle en fer.
- La fourniture et la pose des échelons métalliques suivant détail.
- La fourniture et la pose du tampon D400 en fonte ductile.

Y compris étanchéité des regards, les raccordements aux canalisations et toutes sujétions de fourniture et de mise en œuvre.

Prix 16 Mise à niveau des regards existants

Ce prix rémunère à l'unité, la mise à niveau des regards existants compris :

- Démolition du béton.
- Surélévation des parois en béton sur une hauteur variable et avec la même épaisseur que l'existante, et ancrage des bars d'aciers similaire à ceux existantes.
- Evacuation des déblais excédentaires au lieu indiqué par le Maître d'Ouvrage.
- Reconstruction de châssis haut des regards ou la dalle de la chambre
- Coffrage et décoffrage.
- Utilisation des produits de reprise du béton type SIKA ou similaire.
- Toutes les sujétions et accessoires.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions.

ECLAIRAGE PUBLIC

Prix 17 Fourniture et pose de P.V.C Ø75 flexible

Ce prix rémunère au mètre linéaire la fourniture et la pose et toutes sujétions comprises en tranchée de tube annelé double paroi cranté de 75mm de diamètre, y compris les manchons spécifiques, nécessaires en cas de jonction. Le tube sera de couleur rouge spécifique pour la protection des câbles électriques, constitués de deux fourreaux : Extérieur annelé, polyéthylène haute densité, pour lui garantir une grande résistance structurelle tout en gardant une flexibilité élevée, Intérieur lisse et élastique en polyéthylène basse densité, pour permettre le passage des câbles sans obstacle.

L'entrepreneur sera tenu de fournir et placer à l'intérieur de chaque tuyau un fil de fer galvanisé.

Le tuyau sera obstrué au niveau de chaque extrémité pour éviter toute détérioration par introduction de corps étrangers.

Ces travaux comprennent notamment : terrassement en déblai, remblai, évacuation de l'excédent du déblai à la décharge publique et toute sujétions.

CHAPITRE VI : BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF

TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES VOIES A LA COMMUNE D'AGOURAI


-PROVINCE EL HAJEB-

N° de Prix	Désignation des prestations	Unité	Quantité	PU DH HT	PT DH HT
INSTALLATION DE CHANTIER					
1	Installation de chantier	Ft	1,00		
TRAVAUX PLATE FORME					
2	Terrassement en déblais terrain tout nature y compris rocher	M3	9 000,00		
3	Terrassement en remblais	M3	1 200,00		
TOTAL TRAVAUX PLATE FORME					
TRAVAUX VOIRIE					
4	Couche de fondation GNF2	M3	2 880,00		
5	Couche de base GNB	M3	2 880,00		
6	Enduit d'imprégnation	M2	14 400,00		
7	Revêtement en enrobé bitumineux 0/10 y/c couche d'accrochage	T	1 685,00		
TOTAL TRAVAUX VOIRIE					
AMENAGEMENT DES TROTOIRS					
8	Fourniture et mise en œuvre de tout venant compacté	M3	520,00		
9	Dallage en béton de 10 cm d'épaisseur y/c treillis soudé	M2	5 200,00		
10	Revêtements en carreaux type rev-sol 40*40 m	M2	1 910,00		
11	Fourniture et pose des Bordures de trottoir T3	ML	4 800,00		
12	Béton pour marche et contre marche	M3	1,00		
TOTAL AMENAGEMENT DES TROTOIRS					
ASSAINISSEMENT PLUVIAL					
13	Construction des avaloirs y/c tampon C250 en fonte ductile	U	20,00		
14	Fourniture et pose de conduite en pvc Ø 315	ML	800,00		
15	Regard de visite y/c tampon D400 en fonte ductile	U	15,00		
16	Mise à niveau des regards existants	U	10,00		
TOTAL ASSAINISSEMENT PLUVIAL					
ECLAIRAGE PUBLIC					
17	Fourniture et pose de P.V.C 75 flexible	ML	3 200,00		
TOTAL ECLAIRAGE PUBLIC					
Total (H.T)					
Taux TVA (20%)					
Total (T.T.C)					

FAIT A.....LE :.....
(Signature et cachet du concurrent)

Annexe 1

Panneau de chantier de dimension 3mx2m

Royaume du Maroc		المملكة المغربية
Ministère de l'Intérieur		وزارة الداخلية
Région Fès - Meknès	جهة فاس مكناس	جهة فاس - مكناس
Maître d'Ouvrage :	صاحب المشروع :	
Région Fès – Meknès	جهة فاس - مكناس	
Supervision des travaux :	الإشراف على الأشغال :	
- Agence Régionale d'Exécution des Projets	- الوكالة الجهوية لتنفيذ المشاريع	
أشغال		
TRAVAUX DE		
Marché N° :/2018	صفقة رقم :
Délai d'exécution : أشهر	مدة الإنجاز :
Coût du projet (en DH) :		كلفة المشروع (درهم) :
Entreprise d'exécution :		المقاولة المكلفة بإنجاز الأشغال :
Bureau d'études et assistance techniques :		مكتب الدراسات والمساعدة التقنية :
Laboratoire:		المختبر:

ANNEXE 2

Panneaux de début de chantier de dimension 2m X 1m



نعتذر لكم عن الإزعاج الناتج عن هذه الأشغال

Nous nous excusons de la gêne occasionnée par les travaux

ANNEXE 3

Panneaux de début de chantier de dimension 2m X 1m



شكرا على تفهمكم

Merci de votre compréhension

=====

TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES VOIES

A LA COMMUNE D'AGOURAI -PROVINCE EL HAJEB-

MARCHE N° :/2018.

Passé en application des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n° 2.12.349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Arrête à la somme de :

<p><u>Dressé par :</u></p> <p>SCABI SARL Société de Conseil Assistance Bâtiment Ingénierie N° 44 Rue N° 5 Appt. 17 Ismailia 1 Rés. IBDAE 6ème Etage - MEKNES Tél.: 06.61.56.40.97 - Fax: 05.35.51.26.48</p> <p>1-8 MAI 2018</p>	<p><u>Vu et Vérifié par :</u></p> <p>Agence Régionale d'Exécution des Projets de la Région Fès-Meknès Ingénieur Etudes et Contrôles Qualité</p> <p>Badia AABA</p> <p>10 MAI 2018</p>
<p><u>Lu et accepté par l'Entrepreneur Soussigné :</u></p>	<p><u>Présenté par :</u></p> <p>Pour le Président et P.O Directeur Général des Services</p> <p>Abderrazzak MOUMNI</p> <p>14 MAI 2018</p>
<p><u>Visé par :</u></p>	<p><u>Approuvé par :</u></p>